

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 2509

[C - 2001/03420]

5 SEPTEMBRE 2001. — Loi portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il convient d'entendre par les différents régimes légaux des pensions :

- 1° les régimes de pensions de la sécurité sociale des travailleurs salariés;
- 2° les régimes de pensions de la sécurité sociale des travailleurs indépendants;
- 3° les régimes de pensions à la charge du budget général des dépenses.

- 4° le régime de la garantie de revenus aux personnes âgées.

CHAPITRE II. — La note sur le vieillissement

Section 1^{re}. — Contenu de la note sur le vieillissement

Art. 3. Sur proposition des ministres chargés du Budget, des Affaires sociales, des Pensions et des Classes moyennes, le gouvernement établit chaque année une note sur le vieillissement dans laquelle il expose sa politique relative au vieillissement. La note sur le vieillissement procure en particulier l'information suivante :

- 1° une estimation des coûts supplémentaires des différents régimes légaux des pensions, des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, en particulier ceux liés à l'évolution démographique;
- 2° la politique budgétaire à moyen et à long terme, compte tenu des estimations mentionnées au 1°;
- 3° la politique générale qui sera menée par le gouvernement en vue de faire face aux répercussions du vieillissement, notamment dans le domaine de la promotion de l'emploi et de l'augmentation de la participation au travail;
- 4° l'évolution des réserves des pensions complémentaires (deuxième pilier) et du niveau de pauvreté dans les classes âgées;
- 5° un aperçu des recettes, des dépenses et des réserves du Fonds de vieillissement.

Art. 4. Pour la rédaction de la note sur le vieillissement, le gouvernement se basera sur le rapport du Comité d'étude sur le vieillissement visé dans la section 2 du présent chapitre et sur l'avis annuel de la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances.

Art. 5. La note sur le vieillissement est communiquée chaque année au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail.

Section 2. — Comité d'étude sur le vieillissement

Art. 6. Un Comité d'étude sur le vieillissement est créé au sein du Conseil supérieur des finances.

Le Comité d'étude sur le vieillissement est chargé de la rédaction d'un rapport annuel examinant les conséquences budgétaires et sociales du vieillissement. Ce rapport contient notamment une estimation des conséquences financières sur le plan des différents régimes légaux des pensions, des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, liées à l'évolution démographique.

Le Comité d'étude sur le vieillissement peut également, d'initiative ou à la demande du gouvernement, effectuer des études spécifiques en relation avec le vieillissement.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2001 — 2509

[C - 2001/03420]

5 SEPTEMBER 2001. — Wet tot waarborging van een voortdurende vermindering van de overheidsschuld en tot oprichting van een Zilverfonds (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet dient te worden verstaan onder de diverse wettelijke pensioenstelsels :

- 1° de pensioenstelsels van de sociale zekerheid voor werknemers;
- 2° de pensioenstelsels van de sociale zekerheid van de zelfstandigen;
- 3° de pensioenstelsels ten laste van de algemene uitgavenbegroting.
- 4° het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen.

HOOFDSTUK II. — De Zilvernota

Afdeling 1. — Inhoud van de Zilvernota

Art. 3. Op voorstel van de ministers bevoegd voor Begroting, voor Sociale Zaken, voor Pensioenen en voor Middenstand stelt de regering jaarlijks een Zilvernota op, waarin ze haar beleid met betrekking tot de vergrijzing uiteenzet. De Zilvernota biedt in het bijzonder de volgende informatie :

- 1° een raming van de extra-uitgaven van de diverse wettelijke pensioenstelsels, de stelsels van de sociale zekerheid van werknemers en zelfstandigen en het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen, in het bijzonder die verbonden aan de demografische evolutie;
- 2° het begrotingsbeleid op middellange en lange termijn, rekening houdend met de ramingen vermeld in 1°;
- 3° het algemene regeringsbeleid gericht op het opvangen van de gevolgen van de vergrijzing, in het bijzonder met betrekking tot het bevorderen van de werkgelegenheid en de verhoging van de arbeidsparticipatie;
- 4° de evolutie van de reserves van de aanvullende pensioenen (tweede pijler) en van de armoedegraad bij bejaarden;
- 5° een overzicht van de ontvangsten, de uitgaven en de reserves van het Zilverfonds.

Art. 4. Voor de opstelling van de Zilvernota steunt de regering op het verslag van de Studiecommissie voor de vergrijzing bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk en op het jaarlijks advies van de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid" van de Hoge Raad van Financiën.

Art. 5. De Zilvernota wordt jaarlijks meegedeeld aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Nationale Arbeidsraad.

Afdeling 2. — Studiecommissie voor de vergrijzing

Art. 6. Binnen de Hoge Raad van Financiën wordt een 'Studiecommissie voor de vergrijzing' opgericht.

De Studiecommissie voor de vergrijzing wordt belast met het opstellen van een jaarlijks verslag, waarin de budgettaire en sociale gevolgen van de vergrijzing worden onderzocht. Dit verslag bevat in het bijzonder een raming van de financiële gevolgen op het vlak van de diverse wettelijke pensioenstelsels, de stelsels van de sociale zekerheid van werknemers en zelfstandigen en het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen die verbonden zijn aan de demografische evolutie.

De Studiecommissie voor de vergrijzing kan, op eigen initiatief of op verzoek van de regering, tevens onderzoek verrichten naar specifieke aangelegenheden in verband met de vergrijzing.

Art. 7. En ce qui concerne l'évaluation des coûts sur le plan des différents régimes légaux des pensions, des régimes de la sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, liés à l'évolution démographique, le Comité d'étude sur le vieillissement se fonde notamment sur les principes suivants :

1° pour ce qui est de la croissance économique, il est tenu compte d'une évaluation prudente de la croissance tendancielle, en considérant particulièrement l'impact éventuel de l'évolution démographique sur cette croissance tendancielle;

2° en matière de dépenses de pensions, il est tenu compte des dispositions légales en vigueur, y compris différentes variantes d'adaptation au bien-être;

3° pour ce qui est des dépenses dans le régime des soins de santé, une évaluation distincte est faite de l'influence de modifications dans la structure de l'âge de la population et d'autres facteurs tels que l'évolution des prix et l'évolution de la technologie médicale.

Art. 8. Le rapport du Comité d'étude sur le vieillissement est communiqué chaque année avant le 30 avril :

1° au gouvernement fédéral;

2° à la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances;

3° au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail.

Art. 9. Les recommandations relatives à la politique budgétaire des pouvoirs publics incorporées dans l'avis annuel de la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances tiennent notamment compte du rapport du Comité d'étude sur le vieillissement.

Art. 10. Les membres suivants sont membres de plein droit du Comité d'étude sur le vieillissement :

1° le vice-président du Conseil supérieur des finances, qui assure la présidence;

2° le membre du bureau du Conseil supérieur des finances, proposé par le Bureau fédéral du plan, qui assure la vice-présidence.

Les autres membres du Comité d'étude sur le vieillissement sont nommés par le Roi, dans le respect des règles suivantes :

1° un membre sur la proposition du Bureau fédéral du plan;

2° un membre sur la proposition de la Banque nationale de Belgique;

3° un membre sur la proposition du ministre des Finances, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

4° un membre sur la proposition du ministre du Budget, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

5° un membre sur la proposition du ministre des Affaires sociales, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

Le mandat des membres du Comité d'étude sur le vieillissement dure cinq ans et peut être renouvelé.

En cas de décès, démission ou révocation d'un membre, le membre nouvellement nommé termine le mandat de celui à qui il succède.

Art. 11. Le Comité d'étude sur le vieillissement peut, dans le cadre de ses activités, entendre les personnes dont l'avis lui paraît utile.

CHAPITRE III. — Fonds de vieillissement

Section 1^{er}. — Création du Fonds de vieillissement

Art. 12. Il est créé un organisme public doté de la personnalité juridique, dénommé Fonds de vieillissement. Le siège du Fonds est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 13. Le Fonds de vieillissement est classé dans la catégorie B de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et se trouve sous le contrôle conjoint du ministre des Finances et du ministre du Budget.

Section 2. — Objectif et mission du Fonds de vieillissement

Art. 14. Le Fonds de vieillissement a pour objectif de créer des réserves permettant de financer durant la période comprise entre 2010 et 2030 les dépenses supplémentaires des différents régimes légaux des pensions suite au vieillissement.

Art. 7. Met betrekking tot de raming van de kosten op het vlak van de diverse wettelijke pensioenstelsels, de stelsels van de sociale zekerheid van werknemers en zelfstandigen en het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen, die verbonden zijn aan de demografische evolutie gaat de Studiecommissie voor de vergrijzing in het bijzonder uit van de volgende principes :

1° inzake economische groei wordt gerekend met een voorzichtigte raming van de trendgroei, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de mogelijke gevolgen van de demografische evolutie voor deze trendgroei;

2° inzake de pensioenuitgaven wordt uitgegaan van de op dat ogenblik geldende wettelijke bepalingen, inclusief diverse varianten inzake welvaartsaanpassing;

3° inzake de uitgaven in het stelsel van de gezondheidszorgen wordt een afzonderlijke raming gemaakt van de invloed van veranderingen in de leeftijdsstructuur van de bevolking en andere factoren zoals de prijzevolutie en de evolutie van de medische technologie.

Art. 8. Het verslag van de Studiecommissie voor de vergrijzing wordt elk jaar vóór 30 april medegedeeld aan :

1° de federale regering;

2° de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid" van de Hoge Raad van Financiën;

3° de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Nationale Arbeidsraad.

Art. 9. De aanbevelingen met betrekking tot het begrotingsbeleid van de overheid, vervat in het jaarlijks advies van de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid" van de Hoge Raad van Financiën houden in het bijzonder rekening met het verslag van de Studiecommissie voor de vergrijzing.

Art. 10. De volgende leden maken van rechtswege deel uit van de Studiecommissie voor de vergrijzing :

1° de vice-voorzitter van de Hoge Raad van Financiën, die het voorzitterschap waarneemt;

2° het door het Federaal Planbureau voorgestelde lid van het bureau van de Hoge Raad van Financiën, die het ondervoorzitterschap waarneemt.

De overige leden van de Studiecommissie voor de vergrijzing worden door de Koning benoemd, met inachtneming van de volgende regels :

1° één lid op voordracht van het Federaal Planbureau;

2° één lid op voordracht van de Nationale Bank van België;

3° één lid op voordracht van de minister van Financiën, gekozen uit de ambtenaren van de studiedienst van het departement;

4° één lid op voordracht van de minister van Begroting, gekozen uit de ambtenaren van de studiedienst van het departement;

5° één lid op voordracht van de minister van Sociale Zaken, gekozen uit de ambtenaren van de studiedienst van het departement;

Het mandaat van de leden van de Studiecommissie voor de vergrijzing duurt vijf jaar en kan hernieuwd worden.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een lid, beëindigt het nieuw benoemde lid het mandaat van degenen die hij opvolgt.

Art. 11. De Studiecommissie voor de vergrijzing kan in het kader van haar werkzaamheden de personen horen van wie het advies haar nuttig voorkomt.

HOOFDSTUK III. — Zilverfonds

Afdeling 1. — Oprichting van het Zilverfonds

Art. 12. Er wordt een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht, genaamd Zilverfonds. De zetel van het Zilverfonds is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 13. Het Zilverfonds wordt ingedeeld in de categorie B van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en staat onder het gezamenlijk toezicht van de minister van Financiën en de minister van Begroting.

Afdeling 2. — Doelstelling en opdracht van het Zilverfonds

Art. 14. Het Zilverfonds heeft tot doel reserves aan te leggen teneinde het mogelijk te maken om in de periode tussen 2010 en 2030 de extra-uitgaven op het vlak van de diverse wettelijke pensioenstelsels ten gevolge van de vergrijzing te financieren.

Art. 15. En vue de cet objectif, le Fonds de vieillissement est investi de la mission suivante :

- 1° assurer la gestion de ses recettes et de ses dépenses;
- 2° assurer la gestion de ses réserves.

Section 3. — Conseil d'administration du Fonds de vieillissement

Art. 16. Le Fonds de vieillissement est administré par un conseil d'administration, composé de dix membres, dont neuf sont nommés par le Roi comme suit :

- 1° quatre membres sur la proposition respective du premier ministre, du ministre des Finances, du ministre du Budget et du ministre des Affaires sociales;
- 2° trois membres sur la proposition du comité de gestion de la Sécurité sociale et un membre sur la proposition du conseil d'administration de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- 3° un membre sur la proposition de la Banque nationale de Belgique.

Le président est nommé par le Roi, sur la proposition du ministre du Budget, parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

L'administrateur général de la Trésorerie est membre de plein droit et remplit la fonction d'administrateur délégué du Fonds de vieillissement.

Le conseil d'administration se compose à part égale de membres francophones et néerlandophones.

Art. 17. Les administrateurs sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, démission ou révocation d'un administrateur, l'administrateur nouvellement nommé termine le mandat de celui à qui il succède.

Art. 18. Le conseil d'administration détermine la politique et assume la gestion des réserves. Il dispose de tous les pouvoirs pour que le Fonds de vieillissement puisse exécuter ses missions et en assure le bon fonctionnement.

Le conseil d'administration fixe les directives pour le placement des réserves.

L'administrateur délégué assure la gestion journalière du Fonds de vieillissement. Il prépare les décisions du conseil d'administration et les exécute.

Art. 19. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs d'administration à l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué peut, moyennant l'accord du conseil d'administration, déléguer certains de ses pouvoirs aux membres du personnel du Fonds de vieillissement.

Art. 20. Le Fonds de vieillissement est représenté dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par le président du conseil d'administration. Sauf pour les actes judiciaires, le président peut, moyennant l'accord du conseil d'administration, déléguer son pouvoir de représentation à l'administrateur délégué.

Art. 21. L'administrateur délégué fait régulièrement rapport au conseil d'administration. Le conseil d'administration ou son président peut à tout moment demander à l'administrateur délégué de faire rapport sur les activités du Fonds de vieillissement.

Art. 22. Le Roi fixe des indemnités et des jetons de présence pour les membres du conseil d'administration.

Section 4. — Revenus du Fonds de vieillissement

Art. 23. Les revenus du Fonds de vieillissement se composent de surplus budgétaires, d'excédents de la sécurité sociale et de recettes non fiscales.

Les revenus du Fonds de vieillissement se composent également des produits des placements des réserves du Fonds de vieillissement.

Art. 24. Sur la base du surplus budgétaire estimé et en fonction des recommandations formulées dans la note sur le vieillissement, il est inscrit, chaque année, au budget général des dépenses, le montant qui est versé au Fonds de vieillissement.

Art. 25. Sur la base des excédents estimés de la sécurité sociale et en fonction des recommandations formulées dans la note sur le vieillissement, le Roi détermine chaque année, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant qui est versé au Fonds de vieillissement par l'O.N.S.S. - gestion globale, visé à l'article 5, 2°, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale

Art. 15. Met het oog op deze doelstelling heeft het Zilverfonds de volgende opdracht :

- 1° in te staan voor het beheer van zijn inkomsten en uitgaven;
- 2° in te staan voor het beheer van zijn reserves.

Afdeling 3. — Raad van bestuur van het Zilverfonds

Art. 16. Het Zilverfonds wordt bestuurd door een raad van bestuur, samengesteld uit tien leden, waarvan negen worden benoemd door de Koning als volgt :

- 1° vier leden op voordracht respectievelijk van de eerste minister, de minister van Financiën, de minister van Begroting en de minister van Sociale Zaken;
- 2° drie leden op voordracht van het beheerscomité van de Sociale Zekerheid en een lid op voordracht van de raad van bestuur van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;

3° een lid op voordracht van de Nationale Bank van België.

De voorzitter wordt door de Koning, op voorstel van de minister van Begroting, benoemd onder de in het eerste lid, 1°, bedoelde leden.

De administrateur-generaal van de Thesaurie is van rechtswege lid en vervult de functie van gedelegeerd bestuurder van het Zilverfonds.

De raad van bestuur bestaat uit evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Art. 17. De bestuurders worden voor zes jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een bestuurder, beëindigt de nieuw benoemde bestuurder het mandaat van degene die hij opvolgt.

Art. 18. De raad van bestuur bepaalt het beleid en staat in voor het beheer van de reserves. Hij beschikt over alle bevoegdheden opdat het Zilverfonds zijn opdrachten kan uitvoeren en staat in voor de goede werking ervan.

De raad van bestuur stelt de richtlijnen voor het beleggen van de reserves vast.

De gedelegeerd bestuurder staat in voor het dagelijks beheer van het Zilverfonds. Hij bereidt de beslissingen van de raad van bestuur voor en voert ze uit.

Art. 19. De raad van bestuur kan aan de gedelegeerd bestuurder bepaalde bestuursbevoegdheden overdragen.

De gedelegeerd bestuurder kan met instemming van de raad van bestuur bepaalde van zijn bevoegdheden overdragen aan de persooneleden van het Zilverfonds.

Art. 20. Het Zilverfonds wordt in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van bestuur. Behalve voor gerechtelijke handelingen kan de voorzitter met instemming van de raad van bestuur zijn vertegenwoordigingsbevoegdheid overdragen aan de gedelegeerd bestuurder.

Art. 21. De gedelegeerd bestuurder brengt geregeld verslag uit aan de raad van bestuur. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan op elk ogenblik aan de gedelegeerd bestuurder vragen verslag uit te brengen over de werkzaamheden van het Zilverfonds.

Art. 22. De Koning stelt vergoedingen en presentiegelden voor de leden van de raad van bestuur vast.

Afdeling 4. — Inkomsten van het Zilverfonds

Art. 23. De inkomsten van het Zilverfonds bestaan uit begrotings-surplussen, overschotten van de sociale zekerheid en niet-fiscale ontvangsten.

De inkomsten van het Zilverfonds bestaan tevens uit de opbrengsten uit de beleggingen van de reserves van het Zilverfonds.

Art. 24. Op basis van het geraamde begrotingssurplus en in functie van de aanbevelingen vervat in de Zilvernota, wordt in de algemene uitgavenbegroting jaarlijks het bedrag ingeschreven dat aan het Zilverfonds wordt gestort.

Art. 25. Op basis van de geraamde overschotten van de sociale zekerheid en in functie van de aanbevelingen vervat in de Zilvernota, bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, jaarlijks het bedrag dat door de R.S.Z. - Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, 2°, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke

des travailleurs et par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Art. 26. En application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, un fonds budgétaire est créé au sein de la section "Dette publique" du budget général des dépenses, dénommé "Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement".

Art. 27. Le fonds budgétaire est alimenté par des recettes non fiscales qui sont affectées par le Roi, en tout ou en partie, au Fonds de vieillissement par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le montant des recettes non fiscales ainsi affectées au Fonds de vieillissement est inscrit en tant que recettes du fonds budgétaire visé à l'article 26 et est inclus en tant que dépenses dans le budget général des dépenses à charge d'un crédit variable de ce fonds budgétaire.

Art. 28. Les modalités des versements au Fonds de vieillissement sont réglées moyennant une convention à conclure entre le Fonds de vieillissement et le ministre des Finances.

Section 5. — Dépenses du Fonds de vieillissement

Art. 29. Sur la base des recommandations figurant dans la note sur le vieillissement et relatives aux besoins de l'année suivante, le Roi détermine chaque année, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après communication aux Chambres législatives fédérales, le montant qui est prélevé des moyens du Fonds de vieillissement et qui est versé aux différents régimes légaux des pensions et au régime de la garantie de revenus aux personnes âgées.

Ce montant est communiqué au Fonds de vieillissement avant le 31 octobre de l'année en cours.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le calendrier de versement de ces montants.

Art. 30. Le Fonds de vieillissement peut effectuer des dépenses à partir de l'année 2010, à condition que le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut soit inférieur à soixante pour cent.

Section 6. — Gestion des réserves du Fonds de vieillissement

Art. 31. Les placements du Fonds de vieillissement doivent s'opérer dans le respect des règles de placement prudentes.

Le ministre des Finances fixe chaque année, sur la proposition du conseil d'administration du Fonds de vieillissement, les directives générales relatives à la gestion du Fonds. Ces directives sont transmises à la Cour des comptes.

Art. 32. Le placement des réserves du Fonds de vieillissement s'opère :

1° lors d'un rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut supérieur à 100 pour cent, en titres et en fonds de l'État belge;

2° lors d'un rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut inférieur à 100 pour cent, en actifs, qui, lors du calcul de la dette Maastricht, peuvent être portés en déduction de la dette publique brute.

Section 7. — Fonctionnement et contrôle du Fonds de vieillissement

Art. 33. Le fonds de vieillissement fait appel, contre une rémunération, au personnel de l'État. Le ministre des Finances désigne les agents nécessaires à cet effet.

Art. 34. Les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont portés à charge d'un crédit inscrit au budget général des dépenses.

Les modalités des versements destinés à couvrir les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont réglées moyennant une convention à conclure entre le Fonds de vieillissement et le ministre des Finances.

Art. 35. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement du Fonds de vieillissement.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives, dispositions diverses et entrée en vigueur

Art. 36. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Fonds de vieillissement" sont insérés dans la catégorie B dans l'ordre alphabétique.

zekerheid der arbeiders en door het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen aan het Zilverfonds wordt gestort.

Art. 26. Met toepassing van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt bij de sectie "Rijksschuld" van de algemene uitgavenbegroting een begrotingsfonds ingesteld met de naam "Diverse niet-fiscale ontvangsten bestemd voor het Zilverfonds".

Art. 27. Het begrotingsfonds wordt gestijfd door niet-fiscale ontvangsten die de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, geheel of gedeeltelijk aan het Zilverfonds toewijst.

Het bedrag van de aldus aan het Zilverfonds toegewezen niet-fiscale ontvangsten wordt ingeschreven als ontvangsten van het in artikel 26 bedoelde begrotingsfonds en als uitgaven opgenomen in de algemene uitgavenbegroting ten laste van een variabel krediet van dit begrotingsfonds.

Art. 28. De modaliteiten van de stortingen aan het Zilverfonds worden geregeld bij wege van een tussen het Zilverfonds en de minister van Financiën te sluiten overeenkomst.

Afdeling 5. — Uitgaven van het Zilverfonds

Art. 29. Op basis van de aanbevelingen vervat in de Zilvernota met betrekking tot de behoeften van het volgende jaar, bepaalt de Koning, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na mededeling aan de federale wetgevende Kamers, jaarlijks het bedrag dat wordt opgenomen uit de middelen van het Zilverfonds en wordt toegekend aan de diverse wettelijke pensioenstelsels en het stelsel van de inkomensgarantie voor ouderen.

Dit bedrag wordt voor 31 oktober van het lopende jaar meegedeeld aan het Zilverfonds.

De Koning bepaalt, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het tijdschema voor de storting van deze bedragen.

Art. 30. Het Zilverfonds kan vanaf het jaar 2010 uitgaven verrichten op voorwaarde dat de verhouding tussen de overheidsschuld en het bruto binnenlands product lager is dan zestig procent.

Afdeling 6. — Beheer van de reserves van het Zilverfonds

Art. 31. De beleggingen van het Zilverfonds dienen te geschieden met inachtneming van voorzichtige beleggingsregels.

Jaarlijks stelt de minister van Financiën op voorstel van de raad van bestuur van het Zilverfonds de algemene richtlijnen vast inzake de beleggingen van het Zilverfonds. Deze richtlijnen worden overgezonden aan het Rekenhof.

Art. 32. De belegging van de reserves van het Zilverfonds gebeurt :

1° bij een verhouding tussen de overheidsschuld en het bruto binnenlands product hoger dan 100 procent, in effecten en fondsen van de Belgische Staat;

2° bij een verhouding tussen de overheidsschuld en het bruto binnenlands product lager dan 100 procent, in activa die, bij de berekening van de Maastricht-schuld, in mindering kunnen worden gebracht van de bruto-overheidsschuld.

Afdeling 7. — Werking van en controle op het Zilverfonds

Art. 33. Het Zilverfonds doet, tegen vergoeding, een beroep op het personeel van de Staat. De minister van Financiën wijst hiertoe de nodige personeelsleden aan.

Art. 34. De werkingskosten van het Zilverfonds worden ten laste genomen van een krediet dat in de algemene uitgavenbegroting wordt ingeschreven.

De modaliteiten met betrekking tot de stortingen ter dekking van de werkingskosten van het Zilverfonds worden geregeld bij wege van een tussen het Zilverfonds en de minister van Financiën te sluiten overeenkomst.

Art. 35. De Koning bepaalt, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere werkingsregelen van het Zilverfonds.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen, diverse bepalingen en inwerkingtreding

Art. 36. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt onder categorie B het woord "Zilverfonds" in alfabetische volgorde ingevoegd.

Art. 37. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée pour la dernière fois par la loi du 2 janvier 2001, est insérée une sous-rubrique 51-2 "Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement".

Art. 38. A l'article 10 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, il est ajouté un 5°, rédigé comme suit :

« 5° une note sur le vieillissement dans laquelle le gouvernement expose sa politique en matière de vieillissement ».

Art. 39. L'article 127 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par la loi du 5 mai 1997, est complété par le paragraphe suivant :

« § 5. Le Bureau fédéral du plan est chargé du secrétariat du Comité d'étude sur le vieillissement créé par l'article 6 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement et de la participation à l'exécution de la mission confiée à lui ».

Art. 40. Le Fonds de vieillissement est exonéré de tous impôts sur les revenus, des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, des taxes assimilées au timbre, ainsi que des autres taxes directes ou indirectes. Le Fonds de vieillissement est également exonéré de tous impôts ou taxes au bénéfice des provinces et des communes.

Art. 41. Avant le 31 mai de chaque année, le Fonds de vieillissement établit un rapport concernant l'année budgétaire précédente. Ce rapport est communiqué au gouvernement et aux Chambres législatives fédérales.

Art. 42. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
chargé de la Politique des grandes villes,
Ch. PICQUE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) Références parlementaires.

Session ordinaire 2000-2001.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de la loi, n° 50-1269/001. — Amendements, n° 50-1269/002. — Rapport, n° 50-1269/003. — Texte adopté, n° 50-1269/004. — Amendements, n° 50-1269/005. — Texte adopté, n° 50-1269/006.

Art. 37. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 2 januari 2001, wordt een subrubriek 51-2 "Diverse niet-fiscale ontvangsten bestemd voor het Zilverfonds" ingevoegd.

Art. 38. Aan artikel 10 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt een 5° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 5° een Zilvernota, waarin de regering haar beleid met betrekking tot de vergrijzing uiteenzet ».

Art. 39. Artikel 127 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wet van 5 mei 1997, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 5. Het Federaal Planbureau wordt belast met het secretariaat van de Studiecommissie voor de vergrijzing opgericht bij artikel 6 van de wet van 5 september 2001 tot waarborging van een voortdurende vermindering van de overheidsschuld en tot oprichting van een Zilverfonds en de deelname aan de uitvoering van de aan haar toevertrouwde opdracht ».

Art. 40. Het Zilverfonds is vrijgesteld van alle inkomstenbelastingen, de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en successierechten, de met het zegel gelijkgestelde taksen, alsmede de andere rechtstreekse of onrechtstreekse belastingen. Het Zilverfonds is eveneens vrijgesteld van alle belastingen of taksen ten voordele van de provincies en gemeenten.

Art. 41. Voor 31 mei van elk jaar stelt het Zilverfonds een jaarverslag op dat betrekking heeft op het vorige begrotingsjaar. Dit jaarverslag wordt medegedeeld aan de regering en aan de federale wetgevende Kamers.

Art. 42. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
belast met het Grootstedenbeleid,
Ch. PICQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) Parlementaire verwijzingen.

Gewone zitting 2000-2001.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 50-1269/001. — Amendementen, nr. 50-1269/02. — Verslag, nr. 50-1269/003. — Aangenomen tekst, nr. 50-1269/004. — Amendementen, nr. 50-1269/005. — Aangenomen tekst, nr. 50-1269/006.

Annales parlementaires. Discussion et adoption. Séance du 12 juillet 2001.

Sénat

Documents parlementaires. Projet transmis par la Chambre, n° 2-850/001. — Amendement, n° 2-850/002. — Rapport n° 2-850/003. — Amendement, n° 2-850/004. — Amendement, n° 2850/005. — Décision ne pas amender, n° 2-850/006.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2001.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juli 2001.

Senaat

Parlementaire stukken. Overgezonden ontwerp door de Kamer, nr. 2-850/001. — Amendement, nr. 2-850/002. — Verslag, nr. 2-850/003. Amendement, nr. 2-850/004. — Amendement, nr. 2-850/005. — Beslissing niet amenderen, nr. 2-850/006.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2001.